



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Janvier 2005

Les Principales Tendances

En ce début d'exercice, les principaux traits de l'exécution de la loi de finances 2005 se résument en :

1. Un montant exceptionnel de recettes fiscales, soit 36% de plus que celui de janvier 2004, en raison de l'importance des recettes de l'IS (1,9 MMDhs en janvier 2005 contre 0,9 MMDhs) , de l'IGR (près de 3 MMDhs contre 2 MMDhs) des TIC et de la TVA intérieure qui s'accroît de 38%.
- 2- La rentrée du produit de privatisation d'IAM pour un montant de 6,2 MMDhs , ce qui porte le montant des recettes non fiscales à près de 6,9 MMDhs.
- 3- Une baisse des dépenses ordinaires de 5% malgré l'envolée des dépenses de personnel qui augmentent de 23%.
- 4- Un solde ordinaire de l'ordre de 8,9 MMDhs.
- 5- Un faible volume des dépenses d'investissement (72 Millions de Dhs seulement) conjugué à un solde positif des comptes spéciaux du trésor établi à 2,3 MMDhs .
- 6- Un excédent du trésor de 11,1 MMDhs.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

En Millions de Dhs

	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Taux de réal	Evol %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>8 729</u>	<u>113 681</u>	<u>17 897</u>	<u>16</u>	<u>105</u>
1.1- Recettes fiscales	7 770	88 761	10 586	12	36
- Impôts directs	3 007	37 170	4 989	13	66
- Impôts indirects	2 753	35 999	3 472	10	26
- Droits de douane	841	10 067	895	9	6
- Enregistrement et timbres	1 169	5 525	1 229	22	5
1.2- Recettes non fiscales	592	20 960	6 883	33	1 063
- Monopoles	254	5 869	130	2	-49
- Domaine	10	278	8	3	-16
- Autres recettes	328	2 813	545	19	66
- Privatisation	0	12 000	6 200	52	
1.3- Recettes de certains CST	367	3 960	428	11	17
- Fonds de soutien des prix	234	1 810	264	15	13
- Fonds spécial routier	133	2 150	164	8	23
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>9 456</u>	<u>98 497</u>	<u>8 944</u>	<u>9</u>	<u>-5</u>
- Biens et services	7 415	75 086	7 371	10	-1
Personnel(BG)	5 320	59 380	6 545	11	23
Autres biens et services	2 095	15 706	826	5	-61
- Intérêts de la dette	2 041	17 311	1 572	9	-23
Intérieure	1 847	14 777	1 416	10	-23
Extérieure	194	2 534	156	6	-20
- Compensation	0	6 100	0	0	
dont Fonds de soutien des prix	0	1 810	0	0	
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>-727</u>	<u>15 184</u>	<u>8 953</u>	<u>59</u>	<u>-1331</u>
<u>4- INVESTISSEMENT</u>	<u>246</u>	<u>21 294</u>	<u>72</u>	<u>0</u>	<u>-71</u>
dont Fonds Spécial Routier	4	2 150	0	0	-100
<u>5- SOLDE DES CST</u>	<u>821</u>	<u>-83</u>	<u>2 262</u>		<u>175</u>
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>-152</u>	<u>-6 193</u>	<u>11 143</u>		<u>-7 445</u>
<u>7- VARIATION DES INSTANCES</u>	<u>1 228</u>		<u>-868</u>		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT</u>	<u>1 076</u>	<u>-6 193</u>	<u>10 275</u>		
<u>9- FINANCEMENT INTERIEUR</u>	<u>1 039</u>	<u>6 250</u>	<u>-9 007</u>		
dont :	-	-	-		
Adjudications	1 370		6 069		
Bons à 6 mois	25		-106		
Autres emprunts	10		-3		
Dépôts au trésor	3 702		-16		
Cpte Courant du Trésor à BAM	-106		-3 459		
<u>10- FINANCEMENT EXTERIEUR</u>	<u>-2 115</u>	<u>-57</u>	<u>-1 268</u>		
Tirages et dons	112	7 720	50		
Amortissements	2 227	7 777	1 318		



RECETTES ORDINAIRES

	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Taux de réal	Evol %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>7 770</u>	<u>88 761</u>	<u>10 586</u>	<u>12</u>	<u>36</u>
IMPÔTS DIRECTS	3 007	37 170	4 989	13	66
Impôt des Patentes	7	300	16	5	132
Impôt sur les Sociétés	872	15 775	1 919	12	120
I.G.R	2 084	20 422	2 986	15	43
Taxe Urbaine	2	86	3	4	69
Majorations de retard	25	552	55	10	118
Autres	17	35	10	28	-43
DROITS DE DOUANE	841	10 067	895	9	6
IMPÔTS INDIRECTS	2 753	35 999	3 472	10	26
TIC	902	15 066	1 164	8	29
Tabacs	289	5 831	416	7	44
Produits Énergétiques	509	8 123	653	8	28
Autres	104	1 112	95	9	-9
TVA	1 851	20 933	2 308	11	25
T.V.A - intérieure	1 012	9 551	1 399	15	38
T.V.A - importation	839	11 382	909	8	8
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	1 169	5 525	1 229	22	5
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>592</u>	<u>20 960</u>	<u>6 883</u>	<u>33</u>	<u>1 063</u>
-	-	-	-	-	-
DOMAINE	10	278	8	3	-16
MONOPOLES	254	5 869	130	2	-49
PRIVATISATION	0	12 000	6 200	52	
FONDS DE CONCOURS	20	0	128		
REC. EN ATTENUATION DE DEPSES.	80	791	222	28	
AUTRES PRODUITS	228	2 022	195	10	-15
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>367</u>	<u>3 960</u>	<u>428</u>	<u>11</u>	<u>17</u>
-					
FDS SOUTIEN PRIX ALIMENTAIRES	234	1 810	264	15	13
FDS SPECIAL ROUTIER	133	2 150	164	8	23
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>8 729</u>	<u>113 681</u>	<u>17 897</u>	<u>16</u>	<u>105</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Au terme du mois de janvier 2005, les principaux postes de la situation des charges et ressources du Trésor ont évolué comme suit :

- 1- Les recettes ordinaires sont en progression de 36%, soit 10,6 MMDH contre 7,8 MM.Dhs à fin janvier 2004 ;
- 2- Les dépenses globales (ordinaires + investissement) sont de de l'ordre de 9 MM.Dhs ;
- 3- L'excédent du Trésor est de 11,1 MM.Dhs,
- 4- La baisse du volume des instances de près de 1 MM.Dhs .

LES RECETTES ORDINAIRES

A fin janvier 2005, le volume des recettes ordinaires a doublé par rapport à fin janvier 2004, soit 17,9 MM.DH contre 8,8 MM.DH. Plus de 38% de ces recettes sont de nature non fiscale.

L'augmentation des recettes fiscales, de l'ordre de 36%, est le résultat des évolutions exceptionnelles des impôts directs (66) et des impôts indirects (26%).

Les recettes non fiscales ont atteint 6,9 MMDhs dont 6,2 MMDhs au titre des privatisations.

Les recettes fiscales

L'impôt sur les sociétés

Les recettes nettes réalisées au titre de l'impôt sur les sociétés ont atteint 1,9 MM.DH suite au recouvrement exceptionnel de rôles importants bien que le volume des annulations ait été particulièrement élevé. L'impôt sur les sociétés enregistre ainsi une augmentation de 120% par rapport à fin janvier 2004 et un taux de réalisation des prévisions de 12%.

L'impôt général sur le revenu

Le montant des recettes réalisées au titre de l'IGR a été de près de 3 MM.DH à fin janvier 2005, soit un accroissement de 43% par rapport à l'année précédente et un taux de réalisation des prévisions de la LF de 15%. Les retenues salariales en constituent 81% et sont en hausse de 40% par rapport à fin janvier 2004 grâce au volume des prélèvements sur les salaires du secteur public (1,0 MM.Dhs contre 0,5 MM.Dhs en 2004).

	JANVIER 2004	JANVIER 2005	Evol. en %	Structure IGR 2004
IGR total	2 084	2 986	43%	100
1- Retenues salariales⁽¹⁾ :	1 720	2 410	40%	81
- IGR prélevé par PPR	488	1 018	109%	34
- Autres retenues ⁽²⁾	1 232	1392	13%	47
2- Autres	364	577	58%	19

L'évolution des retenues PPR (109%) fait suite à la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle de certains fonctionnaires.

Les droits de douane

En augmentation de 6%, les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 9% des prévisions de la loi de finances.

Les impôts indirects

se sont élevés à 3,5 MM.Dhs et sont en hausse de 26% par rapport à fin janvier 2004. Cette importante évolution est le résultat des hausses respectives des recettes de la TVA (25%) et des TIC (29%).

Il est à noter que si les recettes de la TVA à l'intérieure augmentent de 38%, celles relatives à la TVA à l'importation ne varient que de 8%.

L'enregistrement et timbre

Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et du timbre s'améliorent de 5%, soit 22% des prévisions de la LF 2005.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales atteignent 6,9 MM.DH contre 0,6 MM.Dhs l'année précédente. Ce montant fait suite à la comptabilisation de la part du budget général dans le produit de la privatisation d'IAM, soit 6,2 MMDhs

Les recettes de monopoles

En ce début d'exercice, les versements de dividendes sont encore faibles. Ils ne rapportent que 130 Millions de Dhs contre 194 Millions un an auparavant.

	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Variation	Taux de Réal
B.A.M	57	1 793	57	0%	3
I.A.M	0	1 251	0		0
C.D.G	0	500	0		0
O.N.T	0	45	0		0
A.N.C.F.C.C	100	500	0		0
O.C.P	26	1 204	53	104%	4
Divers	11	576	20	82%	3
TOTAL	194	5 869	130	-33%	2



Les recettes des privatisations

Les recettes des privatisations prévues pour 12 MM.DH sont réalisées à moitié grâce à la cession d'IAM (6,2 MMDhs)

Les autres catégories de recettes non fiscales sont:

- ✗ les recettes en atténuation de dépenses provenant essentiellement des plus-values sur adjudications par assimilation : 222 M.Dhs ;
- ✗ la redevance gazoduc : 84 M.Dhs ;
- ✗ les intérêts sur placements et avances : 42 M.Dhs ;
- ✗ les fonds de concours : 128 M.Dhs ;

Autres éléments d'appréciation de l'évolution des recettes

Au vu des *données provisoires* arrêtées à fin décembre 2004, les **recettes brutes sur rôles** réalisées au titre des impôts et taxes émis par voie de rôles (TVA, Patentes et TU) ont atteint 2,4 MM.Dhs contre 0,3 MM.Dhs à fin janvier 2004. Cette augmentation est engendrée essentiellement par le rythme des recouvrements de l'IS et de l'IGR. Quant aux **recouvrements bruts sur déclarations**, ils ont augmenté d'environ 17% par rapport à l'année dernière.

RECETTES BRUTES SUR ROLES

	JANVIER 2004	JANVIER 2005	Evolution en %
T.V.A	23	27	17%
I.S	76	1 848	
I.G.R	59	270	358%
Autres	145	212	46%
TOTAL	303	2 357	678%

ANNULATIONS (sur rôles) ET RESTITUTIONS (sur déclarations)

	JANVIER 2004			JANVIER 2005			Evol en %
	Annul. (Rôles)	Restit (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit (Décl.)	Total	
T.V.A	2	36	38	13	8	21	-45%
I.S	9	4	13	704	4	708	5346%
I.G.R	4	2	6	69	1	70	1067%
Autres	10	1	11	81	1	82	645%
TOTAL	25	43	68	867	14	881	1196%

Les charges en intérêts de la dette

LES DEPENSES

Les dépenses se sont établies à près de 7,4 MM.Dhs à fin janvier 2005, soit une baisse de 2,0% par rapport à leur niveau de fin janvier 2004 en raison, essentiellement de la baisse des dépenses afférentes à la dette publique (21%) et la dépense d'investissement. La structure de ces dépenses reste dominée, comme par le passé, par le fonctionnement suivi de la dette publique et de l'investissement.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL

	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Taux 2005	Var
Fonctionnement	7 543	90 556	7 390	8	-2,0%
Investissement	242	27 540	73	0	-69,8%
dont reports		8 500			
Dette publique	5 117	39 389	4 033	10	-21,2%
TOTAL	12 902	165 985	11 496	7	-10,9%

LES DEPENSES ORDINAIRES

Malgré la hausse importante des dépenses de personnel (23%), les dépenses ordinaires (8,9MMDhs) ont enregistré une baisse de 5% par rapport à leur niveau de janvier 2004 et ont été réalisées à 9% des prévisions de la loi de finances. Cette évolution est imprimée essentiellement par la réduction des dépenses des autres biens et services (61%) et des intérêts de la dette publique (23%).

DEPENSES EN BIENS ET SERVICES (Budget Général)

	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Taux 2005	Var
Personnel	5 320	59 380	6 545	11%	23%
Matériel	2 214	15 413	837	5%	-62%
Sub & Transf (charges communes)	9	12 343	8	0%	-11%
dont Compensation	0	4 290	0	0%	
Dépenses imprévues		3 420	0		
TOTAL	7 543	90 556	7 390	8%	-2%

Près de 73% de ces dépenses sont consacrées au chapitre personnel qui atteint 6,5 MM.DH et progresse de 23% par rapport à fin janvier 2004 en raison de la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle dont le coût est de 1,259 Millions de Dhs, des rappels des recrutements, réintégration et promotion normale pour 0,3 MMDhs et de l'enveloppe des premiers départs volontaires évaluée à 24 Millions de Dhs

Les dépenses de matériel sont en baisse de 62% étant donné qu'au début de l'année, les départements ministériels tardent toujours à engager les dépenses afférentes à ce chapitre au même titre que les subventions et transferts qui sont d'ailleurs en baisse de 11% par rapport à janvier 2004.

ont atteint 1,6 MM.DH, soit une diminution de 23%, ce qui résulte de la conjugaison des baisses respectives de 23% et 20% des intérêts de la dette intérieure et extérieure.



Le solde ordinaire

qui se dégage des recettes ordinaires et des dépenses ordinaires s'établit ainsi à près de 8,9 MM.DH.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

A l'instar des années précédentes, le volume des dépenses d'investissement est très faible, soit moins de 80 Millions de Dhs contre 250 Millions en janvier 2004.

Emissions d'investissement du Budget Général

	Janvier 2004	LF 2005	Janvier 2005	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	40	16 474	3	0%	-93%
2- Subventions et transferts :	202	11 073	70	1%	-65%
2.1- sur charges communes :	0	4 422	0	0%	
Dette des Etablis. Publics	0	929	0	0%	
Augmentation capital des Etablissements Publics	0	300	0	0%	
Concours divers	0	2 643	0	0%	
Ristournes d'intérêt et risque de change	0	550	0	0%	
2.2- autres subventions (ministères)	202	6 651	70	1%	-65%
TOTAL	242	27 547	73	0%	-70%

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois de janvier 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 2,8 MM.DH, soit un taux de réalisation de 12% des prévisions. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (2,4 MM.DH).

Les dépenses n'ont, pour leur part, atteint que 160 Millions de dhs dont près du tiers des émissions ont bénéficié au compte spécial "part TVA des collectivités locales".

Ainsi, l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé à fin janvier 2004 un solde positif de 2,6 MM.Dhs.

	RECETTES				DEPENSES			
	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Réal	JANVIER 2004	L.F. 2005	JANVIER 2005	Réal
C.A.S	1 903	19 925	2 382	12	573	19 925	76	0
TVA des CL	793	8 971	989	11	6	8 971	17	0
Soutien prdts alim	234	1 810	264	15	0	1 810	0	0
Fds Sp. routier	133	2 150	164	8	4	2 150	0	0
Fds dév. Agricole	16	687	0	0	0	687	0	0
Fds emploi domanial	24	698	10	1	0	698	0	0
Autres	703	5 609	955	17	563	5 609	59	1
Cptes de prêts	11	285	28	10	0	285	0	0
C. Dép Dotation	0	4 094	439	11	155	4 093	83	2
Autres CST	0	5	0	0	2	121	0	0
TOTAL	1 914	24 309	2 849	12	730	24 392	159	1

Le solde global du trésor est excédentaire, il est de l'ordre de 11,1 MM.DH.

Le marché des adjudications

Leur montant s'est établi à 831 Millions de

Les instances de visa et de règlement

dhs à fin janvier 2005 contre 1,7 MM.DH à fin décembre 2004, soit une réduction de 868 Millions de dhs profitant en grande partie aux partenaires du secteur privé.

	DEC 2004	JANVIER 2005
Fonctionnement	786	360
- Entreprises privées	737	358
- Etablissements publics	49	2
Investissement	420	126
- Entreprises privées	378	126
- Etablissements publics	42	0
Comptes spéciaux du Trésor	493	345
- Entreprises privées	458	240
- Etablissements publics	35	105
Total	1699	831

LE FINANCEMENT

Compte tenu de l'excédent de financement du Trésor qui est de l'ordre 10,3 MM.DH et du solde négatif du financement extérieur de 1,3 MMDH, le financement intérieur dégage une situation nette négative de 9,0 MMDhs à fin janvier.

Le financement extérieur

Le financement extérieur est négatif de 1,3 MMDhs à fin janvier 2005. Il résulte d'un flux d'amortissements (1,3 MMDhs) dépassant largement le montant des tirages et dons (50 Millions de Dhs).

Le financement intérieur

Le financement intérieur négatif de 9 MMDhs résulte notamment :

- ✘ du recours aux adjudications pour 6,1 MM.DH ;
- ✘ du flux net négatif de 106 Millions de Dhs au titre des bons du Trésor à 6 mois ;
- ✘ de la baisse de 16 Millions de Dhs des dépôts au Trésor par rapport à fin décembre 2004 ;
- et de la hausse de 3.460 Millions de Dhs des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

FINANCEMENT INTERIEUR	1 039	-9 007
dont :	-	-
Adjudications	1 370	6 069
Bons à 6 mois	25	-106
Autres emprunts	10	-3
Dépôts au trésor	3 702	-16
Cpte Courant du Trésor à BAM	-106	-3 459

Le solde global du Trésor

La principale source de financement des besoins du trésor est constituée des émissions de bons du trésor par voie



d'adjudications, soit 97% de l'encours de la dette publique intérieure à fin janvier 2005..

L'encours de la dette intérieure Est en progression de 3,9% par rapport à son niveau à fin décembre 2004. Cette évolution résulte d'une hausse de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudication de 3% et d'une stagnation des autres compartiments de la dette intérieure.

	DEC 2004	Sscriptions	Rembrsmts	JANVIER 2005
Adjudications	214 826	11 116	5 046	220 896
13 semaines	1 010	150	520	640
26 semaines	1 154	156	0	1 310
52 semaines	15 892	4 580	0	20 472
2 ans	12 611	200	3 306	9 505
5 ans	83 849	1 463	1 220	84 092
10 ans	55 499	2 116	0	57 615
15 ans	42 192	1 471	0	43 663
20 ans	2 619	980	0	3 599
Bons à 6 mois	2 873	270	376	2 767
Autres	5 362	0	4	5 358
Total	223 061	11 386	5 426	229 021

Les dépôts au Trésor ont atteint près de 29,5 MM.DH à fin janvier 2005, soit une légère diminution de 907 M.DH par rapport à leur niveau à fin décembre 2004.

ENCOURS DES DEPOTS AU TRESOR			
	DEC 2004	JANVIER 2005	VARIATION
Agence Bancaire Centrale	21 200	20 449	-3,5
Réseau	7 835	8 570	9,4
ENSEMBLE	29 035	29 019	-0,1

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint 3.460 MMDhs contre 1 MDhs à fin décembre 2004.

